



Convention relative aux droits des personnes handicapées

Distr. générale
27 février 2013
Français
Original: anglais

Comité des droits des personnes handicapées Septième session

Compte rendu analytique de la partie publique* de la 67^e séance

Tenue au Palais Wilson, à Genève, le mardi 17 avril 2012, à 15 heures

Président: M. McCallum

Sommaire

Examen des rapports soumis par les États parties conformément à l'article 35 de la Convention (*suite*)

Rapport initial du Pérou (suite)

* Il n'est pas établi de compte rendu pour le reste de la séance.

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également incorporées à un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, *une semaine au plus tard à compter de la date du présent document*, au Groupe d'édition, bureau E.4108, Palais des Nations, Genève.

Les rectifications aux comptes rendus des séances publiques du Comité seront groupées dans un rectificatif unique qui sera publié peu après la session.

La séance est ouverte à 15 heures.

Examen des rapports soumis par les États parties conformément à l'article 35 de la Convention (suite)

Rapport initial du Pérou (CRPD/C/PER/1; CRPD/C/PER/Q/1 et Add.1) (suite)

1. *Sur l'invitation du Président, la délégation péruvienne prend place à la table du Comité.*
2. **M^{me} Yang Jia** dit que, conformément à l'article 30 de la Convention, les personnes handicapées ne doivent pas seulement être des observatrices de la vie culturelle mais aussi y participer. Compte tenu du fait que les activités sportives facilitent l'intégration des personnes handicapées dans la société, elle voudrait avoir des renseignements plus détaillés sur la manière dont le Pérou encourage la participation des jeunes et des adultes handicapés aux activités de cette nature. Par exemple, de quelle ampleur sera la participation du Pérou aux Jeux paralympiques de 2012 à Londres?
3. **M^{me} Caballero de Clulow** (Pérou), répondant aux questions posées antérieurement, dit, à propos de l'article 25 de la Convention, que près de 60 000 patients, dont la moitié environ étaient des femmes, ont été pris en charge dans des centres de réadaptation sur l'ensemble du territoire en 2010. Plus de 14 000 femmes ayant bénéficié de services de réadaptation étaient âgées de 20 à 64 ans. Environ 21 000 handicapés moteurs, soit près du tiers de la totalité des patients ayant bénéficié de services de réadaptation, et plus de 13 000 patients atteints de handicaps physiques autres, ont été pris en charge. Les statistiques ont été fournies par le Ministère de la santé qui dispose d'une base de données nationale sur les actes de soin prodigués aux personnes handicapées et sur le nombre de patients.
4. Sur les 282 hôpitaux qui proposent des services de réadaptation, 135 ont des structures résidentielles, 80 n'en ont pas et 67 offrent des services de soutien médical. Une cinquantaine d'hôpitaux psychiatriques accueillent des adultes et des personnes âgées et 52 établissements de soins de santé mentale accueillent des enfants et des adolescents. Les compagnies d'assurances privées ne couvrent pas les personnes handicapées lorsque le handicap dont elles sont atteintes est considéré comme un état préexistant.
5. Pour que les services sanitaires soient aussi proches que possible des bénéficiaires et prennent en compte les questions de genre, conformément aux articles 19 et 25 de la Convention, des lois spécifiques ont été adoptées, notamment la loi-cadre sur l'accès universel à la santé, et des efforts ont été faits pour renforcer les services de santé primaires. En outre, le Ministère de la santé a publié les arrêtés n^{os} 520 et 308, portant approbation des normes techniques sanitaires appliquées par l'Unité des services médicaux de réadaptation. Le Gouvernement doit poursuivre ses efforts, en coopération avec les différents secteurs concernés, pour traduire la législation et les décisions citées en actes et en services en faveur des personnes handicapées.
6. **M. Guzmán Jara** (Pérou) dit que le régime de sécurité sociale non contributif permettant aux personnes handicapées de bénéficier de soins de santé primaires ne s'applique pas au cas des personnes souffrant de handicaps congénitaux. Le Gouvernement s'efforcera toutefois de faire en sorte que les personnes handicapées bénéficient du programme social «Creceer Juntos» (grandir ensemble) et du petit complément de revenu versé dans le cadre de ce programme. Le Pérou a également mis en place un régime de pension non contributif, «Pension 65», et une loi est en cours d'établissement, avec l'aide du Conseil national pour l'intégration des personnes handicapées (CONADIS), pour étendre le régime aux personnes atteinte d'un handicap grave et vivant dans l'extrême pauvreté. En vertu des normes techniques sanitaires nationales, tous les types d'établissements sanitaires, y compris les hôpitaux et les centres de recherche, doivent avoir

des unités ou des programmes de réadaptation. Cet objectif n'a pas encore été atteint sur l'ensemble du territoire mais des travaux sont en cours pour y parvenir.

7. En ce qui concerne la stérilisation forcée des personnes ayant des problèmes de santé mentale, le Ministère de la santé a publié la décision ministérielle n° 536 de 2005, qui fait actuellement l'objet d'un examen visant à l'harmoniser avec la Convention. La stérilisation forcée ou l'avortement forcé sont des infractions réprimées par le Code pénal.

8. **M^{me} Caballero de Clulow** (Pérou) dit que, comme suite à une décision rendue en 2006 par la Cour constitutionnelle, le Gouvernement procède actuellement à l'annulation d'un certain nombre d'articles de la loi n° 29737 autorisant l'internement involontaire des personnes handicapées mentales. Le Gouvernement estime que ne devraient faire l'objet d'une mesure d'internement involontaire que les personnes handicapées mentales ayant été déclarées juridiquement incapables, si elles représentent un danger pour elle-même ou pour autrui, ou concernant lesquelles des mesures de sécurité ont été ordonnées après qu'elles ont commis un acte illicite intentionnel. La loi n° 29737 sera alors conforme aux obligations internationales contractées par le Pérou, y compris celles découlant de l'article 14 de la Convention.

9. **M. Rojas Julca** (Pérou) dit que le Gouvernement n'épargne aucun effort pour lutter contre toutes les formes de violence à l'égard des femmes et des enfants. Du Ministère de la femme et des groupes de population vulnérables dépend un vice-ministère chargé spécifiquement des questions féminines, dont l'une des tâches principales est de combattre la violence à l'égard des femmes. Un système de refuges, ou de centres protégés, pour les femmes a été créé sur l'ensemble du territoire péruvien; ces centres disposent de fonds leur permettant de fonctionner vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Ils aident les femmes qui ont été victimes de violences à retrouver un équilibre, avec la coopération de représentants des forces nationales de police et du ministère public, de juges, de psychologues et de travailleurs sociaux. Il existe également des programmes visant à promouvoir l'émancipation économique des femmes et leur esprit d'entreprise car l'indépendance financière des femmes est un outil fondamental de lutte contre la violence. La violence à l'égard des femmes est sévèrement punie. Le Congrès a adopté une réglementation particulière sur les féminicides, qui emportent les peines maximum prévues par le Code pénal.

10. **M^{me} Caballero de Clulow** (Pérou) dit que l'article 3 de la loi générale sur les personnes handicapées (loi n° 27050) stipule que les personnes handicapées jouissent du droit de participer à la vie politique et publique au même titre que le reste de la population. Ce droit inclut le droit de voter. Conformément à la loi relative aux élections, le Bureau des procédures électorales est tenu d'appliquer les mesures qui s'imposent pour garantir que les personnes handicapées puissent voter. Le Gouvernement, par l'intermédiaire du Registre de l'état civil, a publié en 2011 la décision n° 508, stipulant que les personnes souffrant d'une déficience intellectuelle doivent être inscrites sur les listes électorales et que les facilités nécessaires doivent être prévues pour qu'elles puissent exercer leur droit de vote dans des conditions d'égalité.

11. **M. Guzmán Jara** (Pérou) dit que la loi sur la régionalisation n° 27867, telle que modifiée par la loi n° 17902, régit la participation politique des personnes handicapées, tandis que les directives établies à l'intention des bureaux régionaux et municipaux mis en place pour aider les personnes handicapées insistent sur l'importance de la participation des citoyens. En outre, en vertu des articles 80 à 98 du Code civil, toute personne jouit du droit à la liberté d'association; ainsi, les personnes handicapées ont la possibilité de créer des organisations à but non lucratif, des associations et des fondations.

12. Actuellement, cinq membres du Congrès et un membre péruvien du Parlement andin sont handicapés physiquement. Si la participation politique des personnes handicapées aux élections générales et locales a augmenté, des progrès cependant restent à faire.

13. La loi générale sur les sports (loi n° 28036) a porté création d'un conseil national des sports, qui régit la politique des sports au Pérou; le CONADIS est représenté au conseil depuis janvier 2002. Selon cette loi, les installations sportives doivent être adaptées aux personnes handicapées. Si les personnes handicapées ne participent pas encore pleinement à toutes les manifestations sportives, des efforts sont faits pour que cela soit le cas. Le CONADIS, par exemple, a décidé de créer des fédérations sportives nationales pour les personnes handicapées, qu'elles soient atteintes d'un handicap physique, visuel ou intellectuel. Le travail des fédérations sera financé par imputation sur le budget général de l'institut national des sports.

14. **M^{me} Caballero de Clulow** (Pérou) indique que le Ministère de la femme et des groupes de population vulnérables a conçu et mis en œuvre un certain nombre de politiques et d'activités au niveau national, dans le cadre de son programme de lutte contre la violence familiale et sexuelle, pour prendre en charge, protéger et soutenir les victimes de ce type de violence. Les politiques de prévention et les hébergements d'urgence font partie des moyens de protection des femmes handicapées.

15. La législation pénale du Pérou a été renforcée pour améliorer la protection du droit à la vie, à la santé et à l'honneur des enfants et des adolescents. Parmi les dispositions du Code pénal portant sur les infractions de violences sexuelles qui ont été modifiées, l'article 172 érige en circonstance aggravante le fait d'avoir une relation sexuelle avec une personne souffrant de troubles psychologiques ou d'une déficience intellectuelle ou ne pouvant opposer de résistance. Ce type d'infraction est puni d'une peine de vingt à vingt-huit ans d'emprisonnement. Le Code pénal prévoit également une série de peines, la plus grave étant l'emprisonnement à vie, qu'encourent les personnes ayant des relations sexuelles avec un enfant de moins de 10 ans. Si la victime est âgée de 10 à 14 ans, l'auteur de l'infraction est condamné à une peine de trente à trente-cinq ans d'emprisonnement; si elle est âgée de 14 à 18 ans, la peine est de vingt-cinq à trente ans d'emprisonnement. D'autres articles du Code pénal interdisent et répriment les actes d'exploitation sexuelle d'enfants dans le contexte du tourisme, et prévoient des peines qui incluent l'emprisonnement, et, si les actes ont été commis par des fonctionnaires, des enseignants ou des personnes qui s'occupent de l'enfant, le licenciement.

16. L'Institut national pour le bien-être familial fournit des abris temporaires pour les enfants abandonnés, les femmes victimes de violence, les personnes âgées, les personnes handicapées et les indigents. Les hôpitaux psychiatriques accueillent les personnes handicapées ou les personnes ayant besoin d'un contrôle permanent.

17. **M. Rojas Julca** (Pérou) dit qu'un projet de loi interdisant toute forme de châtiment portant atteinte à l'intégrité physique ou psychologique des mineurs a été approuvé par le Conseil des ministres et sera soumis au Congrès en temps utile. Le projet de loi n'empêchera pas les parents de corriger leurs enfants mais rendra illégale toute forme de châtiment brutal à la maison, à l'école et dans tout autre cadre.

18. **M. Guzmán Jara** (Pérou) dit que le Gouvernement s'efforce d'associer le plus possible la société civile à ses consultations et à l'élaboration des politiques et qu'il a conscience de l'ampleur et de la valeur de la contribution de celle-ci au développement en général et aux différents progrès enregistrés au Pérou en particulier. Cette conscience se traduit par diverses mesures et dispositions. Par exemple, la loi générale sur les personnes handicapées, telle que modifiée, stipule expressément que la société civile doit participer à l'élaboration, l'évaluation et la mise en œuvre des politiques et des programmes sociaux en faveur des personnes handicapées. D'autre part, les organisations de la société civile

peuvent participer aux conseils budgétaires participatifs des plus de 1 800 collectivités locales et régionales. Ceci garantit aux personnes handicapées la possibilité de participer à la prise des décisions concernant l'affectation des ressources, en particulier les ressources pour le développement des infrastructures. Une commission multisectorielle a été créée pour surveiller l'application de la Convention et le CONADIS mettra sur pied des activités de surveillance permanente, en collaboration avec le Bureau du médiateur, la société civile et des organisations de défense des droits de l'homme dans les mois à venir.

19. Le trafic d'organes est interdit au Pérou en toutes circonstances et n'est pratiqué que dans le cadre du crime organisé.

20. **M. Rojas Julca** (Pérou) dit que, conformément à une directive de 2010 sur la défense civile, les autorités sont tenues d'adopter des mesures spécifiques garantissant la protection et la sécurité des personnes handicapées en cas de catastrophe naturelle et de veiller à ce que, dans les plans d'urgence et d'évacuation, il soit prévu de réserver à ces personnes un traitement prioritaire. En tant que pays situé dans la Ceinture de feu du Pacifique, le Pérou reconnaît la nécessité, non seulement de faire tout ce qui est possible pour garantir la protection des plus vulnérables, mais aussi de promouvoir une culture de la gestion des risques et de la prévention des catastrophes à tous les niveaux de gouvernement et dans tous les secteurs de la société.

21. **M^{me} Cabellero de Clulow** (Pérou) dit que le principal véhicule d'informations sur les questions relatives aux personnes handicapées au Pérou est le programme radiophonique *Sin Barreras* (sans barrières), qui diffuse des émissions et des entretiens sur des questions concernant les soins de santé, l'emploi, l'accessibilité, les arts, les sports et les sciences, entre autres. D'autres activités de sensibilisation importantes sont organisées, notamment pour marquer la Journée nationale des personnes handicapées, le 16 octobre, la Journée internationale des personnes handicapées, le 3 décembre, et la Journée mondiale de sensibilisation à l'autisme, le 2 avril.

22. Le CONADIS est notamment chargé, conformément aux dispositions de l'article 8 de la loi générale sur les personnes handicapées, de conseiller les organismes des secteurs public et privé sur les programmes en faveur des personnes handicapées, en matière de prise en charge, d'assistance et d'intégration sociale, de contrôler et de superviser les organismes d'aide à ces personnes et d'infliger des amendes en cas de non-respect des dispositions de la loi. Afin d'inciter au respect de la loi et des instruments internationaux relatifs au handicap, le CONADIS encourage la conclusion d'accords interinstitutions entre les ministères, les associations professionnelles, les autorités régionales et locales et les organisations de la société civile. La société civile organise régulièrement des journées de conseil juridique et d'information sur l'assistance médicale et l'accès aux dispositifs motorisés, avec le soutien de ministères, ainsi que des ateliers et des séminaires pour faire mieux connaître les droits des personnes handicapées et permettre de contrôler le respect de ces droits dans les secteurs public et privé. D'autre part, des travaux sont en cours pour renforcer la capacité des bureaux régionaux et municipaux qui s'occupent des personnes handicapées et les rendre conformes aux normes juridiques nationales et internationales.

23. **M. Guzmán Jara** (Pérou) dit que de nombreuses lois visant à améliorer la qualité de vie des personnes handicapées ont été promulguées et que le CONADIS doit maintenant investir une énergie équivalente pour obtenir de l'État les ressources financières nécessaires pour que les progrès accomplis sur le plan législatif se traduisent en réalités concrètes. Des initiatives de sensibilisation et de formation destinées à éduquer les décideurs au sein du Gouvernement et dans la société en général sont essentielles pour parvenir à cette fin. Il existe environ 2 500 organismes autonomes dotés de leurs propres ressources budgétaires qui pourraient, avec les encouragements appropriés, contribuer à la hausse nécessaire des investissements publics.

24. Il est indispensable que les fonctionnaires à tous les niveaux de gouvernement soient conscients de la nécessité d'un développement qui intègre le handicap. Le Pérou a joui au cours des dix dernières années d'un taux de croissance régulier d'environ 7 % par an et le Gouvernement actuel est fermement résolu à faire de la croissance économique la pierre angulaire du développement. Toutefois, il est également déterminé à garantir le développement humain en améliorant les soins de santé, l'éducation, l'emploi, l'accès à l'eau potable et à l'électrification, de manière que tous en bénéficient, y compris les personnes handicapées. Étant donné que la participation politique est un élément fondamental du développement humain, il est aussi essentiel que les personnes handicapées aient la possibilité de participer directement aux affaires publiques, en tant que citoyens.

25. **M. Ríos Espinosa** demande si les informations concernant les neuroleptiques administrés aux patients souffrant d'un handicap psychosocial internés à l'hôpital psychiatrique Victor Larco Herrera sont exactes. Il demande également à la délégation de commenter les termes péjoratifs et le contenu discriminatoire de la loi sur les étrangers, qui restreint l'accès des personnes handicapées à la nationalité péruvienne.

26. **M. Al-Tarawneh** fait observer que l'État partie indique dans son rapport que moins de 10 % de la population péruvienne a un handicap, tandis que l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et la Banque mondiale indiquent pour leur part, dans le *Rapport mondial sur le handicap* qu'elles ont publié conjointement en 2011, qu'environ 15 % de la population vit avec une certaine forme de handicap. Au vu de cette différence, il se demande si le Gouvernement a tenu compte des nouvelles statistiques fournies par l'OMS et la Banque mondiale dans leur rapport pour établir les statistiques présentées dans son propre rapport.

27. **M. Kim Hyung Shik**, se référant à l'article 32 de la Convention, demande quelles mesures concrètes ont été prises pour garantir que les personnes handicapées participent à l'élaboration et à la mise en œuvre de politiques visant à un développement qui intègre le handicap, comment les bonnes pratiques sont mises en commun et ce que font les autorités pour encourager la recherche dans le domaine des technologies d'assistance. Il souhaiterait avoir des exemples de partenariats à des fins de coopération internationale auxquels participent des personnes handicapées.

28. **M^{me} Peláez Narváez** demande des informations sur les mesures qui ont été prises pour que soit exercée la vigilance nécessaire pour protéger les mineurs handicapés contre l'exploitation et les sévices sexuels et contre le trafic d'organes, dont l'État partie a reconnu qu'elle était nécessaire dans ses réponses à la liste des points à traiter (CRPD/C/PER/Q/1/Add.1). Notant qu'il avait indiqué dans ses réponses qu'environ 145 enfants handicapés se trouvaient actuellement dans des établissements de soins au Pérou, elle demande à l'État partie quels efforts ont été entrepris pour assurer la prise en charge de l'enfant par la famille élargie ou dans un cadre familial au sein de la communauté lorsque la famille immédiate n'est pas en mesure de s'occuper d'un enfant handicapé, ainsi que les États sont encouragés à le faire conformément au paragraphe 5 de l'article 23 de la Convention. Par exemple, les enfants handicapés sont-ils inclus dans les programmes d'adoption nationaux et internationaux?

29. Elle se dit préoccupée d'apprendre que, selon le texte récemment révisé du Code pénal, la traite des enfants à des fins d'exploitation sexuelle ne constitue une infraction pénale entraînant des poursuites que lorsque les victimes sont âgées de 14 ans ou moins. Étant donné que le tourisme sexuel et d'autres formes de sévices sexuels touchent également des enfants au-delà de cet âge, cette limite ne devrait pas exister. Elle souhaiterait donc savoir ce que l'État partie envisage de faire pour remédier à ce problème et garantir que les droits fondamentaux soient respectés.

30. Elle voudrait aussi savoir si les programmes nationaux en faveur de l'enfance et de l'adolescence prennent également en compte les besoins particuliers des enfants handicapés. Elle souhaiterait en particulier avoir des renseignements sur les mesures prises pour faciliter le diagnostic précoce et garantir que les enfants handicapés aient la possibilité de développer leur plein potentiel et de jouir de la meilleure qualité de vie possible. Elle aimerait en outre avoir des précisions sur certaines incohérences concernant les informations sur la stérilisation forcée: bien que celle-ci soit expressément interdite par le Code pénal, il est un fait reconnu que les femmes souffrant d'un handicap psychosocial sont parfois soumises à ce type de procédure.

31. Enfin, prenant note avec satisfaction des récents amendements apportés à la loi qui légitime l'avortement pour les victimes d'inceste, elle demande comment le Gouvernement a l'intention de garantir que les femmes handicapées qui ont subi ce type de violence bénéficient de l'appui et des conseils juridiques nécessaires pour exercer leurs droits et jouir d'un accès effectif à la justice.

32. **M. Langvad** souhaiterait savoir comment les organisations de personnes handicapées faisant partie de la société civile ont participé à la planification et à la prise des décisions concernant la coopération internationale. Il a souvent été question de statistiques durant le dialogue; M. Langvad se demande si le Gouvernement a tenu compte du passage du modèle médical du handicap à un modèle axé sur le social dans la Convention pour recueillir les données et établir les statistiques relatives aux personnes handicapées.

33. **M^{me} Cisternas Reyes** a pris note des exemples de participation de femmes handicapées à la vie publique à un niveau élevé et voudrait savoir si la participation de celles-ci au niveau local et régional est mesurée. Il serait utile par ailleurs d'avoir davantage de renseignements sur le plan national d'action en faveur de l'enfance et de l'adolescence et de savoir si ce plan tient compte des enfants handicapés autochtones et d'ascendance africaine et quel est le pourcentage d'enfants handicapés faisant partie de ces communautés qui participent à la vie publique.

34. **M. Ben Lallahom** demande un complément d'information sur les programmes stratégiques du Ministère des affaires économiques et des finances en matière de nutrition, d'alphabétisation et de prise en charge néonatale et postnatale des enfants.

La séance est suspendue à 16 h 10; elle est reprise à 16 h 30.

35. **M. Rojas Julca** (Pérou) dit que la loi générale sur les personnes handicapées, telle que modifiée, facilite la participation des personnes handicapées à la vie publique et culturelle, notamment en leur accordant une réduction de 50 % sur le prix des billets de manifestations organisées par l'État.

36. Toutes les substances psychotropes administrées aux patients de l'hôpital psychiatrique Victor Larco Herrera sont enregistrées légalement. Les patients sont traités conformément au plan concernant les patients atteints de troubles mentaux établi pour la période 2012-2022, l'objectif étant de leur fournir des soins qui complètent le soutien de la famille et de la communauté.

37. Il a été reconnu que la loi sur les étrangers, promulguée il y a plusieurs décennies, était obsolète et le Gouvernement s'efforce de moderniser les dispositions relatives à l'acquisition de la nationalité péruvienne pour les rendre conformes à la législation internationale.

38. **M. Guzmán Jara** (Pérou) dit que, d'après le recensement le plus récent, 10,9 % de la population vit avec un handicap; toutefois, ce chiffre a été corrigé et porté à 15 % après la publication du *Rapport mondial sur le handicap* en 2011. Le Gouvernement a prévu de procéder à une enquête nationale spécialisée sur le handicap sur un échantillon de 230 000 familles. Une nouvelle méthode, qui va au-delà du modèle médical du handicap, sera

appliquée. De nouveaux protocoles vont être établis, sur la base des résultats de l'enquête spécialisée et d'un recensement auquel il va être procédé dans la région de Tumbes, pour que les études futures sur le handicap portent sur un ensemble de questions plus larges, y compris l'éducation, la santé, l'accessibilité, la réintégration sur le marché du travail et la pauvreté.

39. Contrairement aux organisations de la société civile péruvienne, le Gouvernement a reçu peu d'aide financière de la part de sources internationales pour soutenir la mise en œuvre de la Convention. Aussi lance-t-il un appel à la communauté internationale pour qu'elle applique pleinement les dispositions de la Convention relatives à la coopération internationale.

40. Certains groupes ethniques au Pérou continuent d'éliminer les enfants handicapés en les laissant mourir de faim, en les abandonnant ou en recourant à des pratiques analogues. Des ressources financières sont nécessaires pour étudier l'ampleur du problème et faire changer les mentalités à l'égard des enfants handicapés. M. Guzmán Jara note, à ce propos, que la communauté internationale semble considérer l'avortement comme étant légitime si, la grossesse se poursuivant, l'enfant risque de naître handicapé.

41. Il existe un plan national de lutte contre le trafic d'organes et la traite à des fins d'exploitation sexuelle ou d'emploi portant sur la période 2011-2016. Ce plan devrait toutefois porter essentiellement sur les personnes handicapées, qui sont tout particulièrement vulnérables à ces phénomènes.

42. **M^{me} Caballero de Clulow** (Pérou) dit que la protection de l'intégrité personnelle des enfants, en particulier les enfants handicapés, est une priorité pour le Gouvernement. En ce qui concerne les sanctions applicables en cas de violences sexuelles commises à l'égard d'enfants, la législation sur ces questions répartit les victimes en trois groupes: les enfants de moins de 10 ans, les enfants âgés de 10 à 14 ans et les enfants âgés de 14 à 18 ans. Toutes les personnes de moins de 18 ans bénéficient de la plus grande protection possible contre les violences sexuelles mais les sanctions précises prononcées varient suivant l'âge de la victime; plus les victimes sont jeunes, plus les peines sont sévères.

43. **M. Guzmán Jara** (Pérou) dit que l'avortement est une infraction réprimée par le Code pénal. La stérilisation forcée, toutefois, est autorisée dans le cas des personnes souffrant d'un handicap psychosocial en vertu du décret ministériel n° 536 de 2005. Le Gouvernement et le CONADIS sont fermement décidés à remédier à cette situation.

44. Le Pérou a engagé un processus de croissance économique et de développement intégrant le handicap. Il dispose d'un budget axé sur les résultats pour des mesures d'aide aux personnes handicapées. Des crédits importants ont été inscrits au budget pour financer des programmes dans des domaines tels que l'enseignement inclusif et spécialisé, l'intervention précoce, la santé et l'accessibilité. Les ressources budgétaires totales pour les personnes handicapées s'élèvent en 2012 à 180 millions de nuevos soles et il est prévu qu'elles augmentent de 1 % en 2013, comme toutes les allocations budgétaires. Il est prévu de créer un centre de recherche sur le handicap qui donnera des renseignements en ligne sur l'égalité des chances, la Convention, les ressources locales et les programmes et politiques concernant les personnes handicapées.

45. Dans le passé, de nombreux programmes sociaux du pays n'abordaient pas la question de l'intégration des personnes handicapées. Pour remédier à ce problème, le CONADIS joue un rôle de premier plan dans la surveillance de l'intégration. Les efforts déployés pour garantir que les personnes handicapées soient couvertes par le régime «Pension 65», le programme de distribution de compléments alimentaires et le système de soins de santé non subordonnés au versement de cotisations pour les plus pauvres sont des exemples de progrès réalisés à cet égard.

46. **M. Rojas Julca** (Pérou) dit que le dialogue avec le Comité a été l'occasion d'apprendre beaucoup de choses qui méritent une profonde réflexion. Le Pérou continuera de s'attacher à honorer les obligations internationales qui lui incombent et le Gouvernement attend avec intérêt les recommandations du Comité.

47. **Le Président** remercie la délégation pour les réponses complètes et détaillées qu'elle a apportées aux questions posées par les membres du Comité et relève que le Comité et le Gouvernement œuvrent de concert pour atteindre le même objectif qui est d'améliorer la vie des personnes handicapées.

Le débat faisant l'objet du compte rendu analytique prend fin à 16 h 50.